

**LA STIGMATISATION DES SQUATTEURS DANS LES MEDIAS CATALANS**  
**ANALYSE CRITIQUE DU DISCOURS D'EDITORIAUX ET D'ARTICLES DE PRESSE**

Galvão Debelle dos Santos

Doctorant

Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), Bellaterra  
galvao.debelle@e-campus.uab.cat

**Résumé**

Dans cet article, nous présentons l'évolution d'un ensemble d'actions souvent présenté comme le « mouvement des squats » catalans. Nous décrivons ensuite la manière dont ce « mouvement » a été représenté par les médias et résumons le résultat d'une analyse critique du discours. Nous discutons le contenu – souvent stéréotypé – utilisé par les quatre journaux catalans les plus lus en 2006.

**Mots-clés**

Squat, Okupa, Centre Social, Analyse Critique du Discours, mouvements sociaux

**Abstract**

The aim of this paper is twofold. First, we will discuss the evolution of what is commonly known as the “squatting movement”. Second, we will focus on the media coverage of the squatter's movement. We will expose the results of a critical discourse analysis and discuss the stereotyped image of *okupas* conveyed by the four most read Catalan newspapers in late 2006.

**Keywords** Squatting, okupación, Social Center, Critical Discourse Analysis, social movements

## Introduction

Dans cet article, nous étudions l'évolution du mouvement des squats jusqu'à l'année 2006, pour ensuite décrire la criminalisation dont ce mouvement fut l'objet pendant cette année. Cette recherche se centre sur l'examen de deux cas concrets dans lesquels les squatteurs ont reçu une attention considérable, le « Forat de la Vergonya » et « La Makabra ». Des articles ont été analysés de manière à saisir les effets spécifiques du travail des journalistes, en les confrontant à des descriptions indépendantes de manière à en évaluer la précision factuelle, d'une part et à saisir les modalités de production et de reproduction du stéréotype du squatteur, d'autre part. Nous décrivons ce stéréotype avant de présenter les résultats. Pour compléter l'analyse, des éditoriaux qui mentionnent les squatteurs ont été analysés. Les trois thèmes éditoriaux qui ont été choisis (expulsions, violence, logement) ont été identifiés dans d'autres recherches comme étant responsables pour plus de la moitié des articles publiés sur les squats (Alcalde, 2004 : 236; Rodríguez, 1999 : 222).

On a pu montrer que le stéréotype du squatteur inclut – et peut-être repose sur – une polarité de valeurs, entre « bons » et « mauvais » squatteurs, comme le suggère l'étude conduite par ETC Dee (SQEK, 2013 : 247-267). L'auteur met en œuvre l'analyse critique du discours pour débattre le processus de criminalisation des squats en Angleterre. À partir de la description du stéréotype des squatteurs tel que l'élabore et transmet la presse anglaise entre 2010 et 2012, l'auteur interroge le fondement de l'opposition entre « bons squatteurs » et « mauvais squatteurs ». Pour les organes de presse étudiés par Dee, les « bons squatteurs » sont ceux qui donnent des usages sociaux aux propriétés, ou encore les individus en situation de besoin, voire de nécessité, évidente. Les premiers sont souvent des personnes qui se montrent serviables, par exemple en réparant les maisons qu'ils squattent. Il est sans doute permis de désigner les critères à l'œuvre dans cette classification comme étant ceux de l'altruisme social dans le premier cas, et de la contrainte vitale dans le second. Pour cette même presse, en revanche, les « mauvais squatteurs » sont des immigrants et/ou des jeunes vus comme étant pour la plupart des délinquants et des drogués, dont la seule motivation serait celle, égoïste et par là-même illégitime, de disposer d'un logement sans payer de loyer.

En France, l'existence de cette division entre « bons » et « mauvais » squatteurs a été identifiée dans plusieurs études (Bouillon, 2010 ; Coutant, 2001). Bouillon (2010 : 239) indique que le travail des avocats des squatteurs consiste souvent à démontrer que les squatteurs ne sont pas des « voleurs » ou des « drogués », et que leur marginalité ne correspond pas forcément à de la délinquance. Coutant (2001 : 28) identifie dans ces discours la figure du « bon squatteur père de famille ». Pour ce qui est des squats politisés, l'intégration des squatteurs dans la vie de quartier est un argument positif souvent mentionné pour contrer les discours qui tendent à les criminaliser (Aguilera, 2010; Bouillon, 2010). L'action publique envers les squats peut ainsi se caractériser comme étant orientée tantôt par le choix d'une tolérance partielle visant à légaliser une pratique qui paraît ingouvernable, tantôt par le recours à la répression afin de lutter contre le « parasitage » des politiques urbaines traditionnelles (Aguilera, 2010 : 7).

Jusque-là, les études portant sur la réalité catalane ont pour la plupart centré leur attention sur le stéréotype des squatteurs politisés en général, sans prêter une attention spéciale à la distinction entre « bons » et « mauvais » squatteurs. Selon ces études, dans les médias, la représentation dominante du squatteur est celle d'un jeune déviant, souvent désigné comme « radical », « antisystème », « alternatif » et associé à des tribus urbaines (Feixa, 2004 : 161 ; VVAA, 2003 : 86). Cette terminologie qui, dans d'autres contextes renverrait de façon

explicite au caractère politique des actions, prend ici valeur de sa négation : pour ces médias le « radical » ne fait pas de « politique », il la nie. Les termes qui pourraient, dans la rhétorique de ces media, évoquer la dimension politique des actions et des processus ne sont presque jamais utilisés (González, 2008 : 52-54). On a pu montrer que le fait de présenter les squatteurs de cette manière permet aux médias d'éviter une discussion sérieuse sur la légitimité des utilisations sociales de propriétés privées abandonnées (VVAA, 2003 : 86), question politique s'il en est.

Comme nous le verrons par la suite, l'ensemble des actions des squatteurs est difficilement assimilable à un mouvement doté d'une idéologie précise et se distingue surtout par son caractère hétérogène. Tout se passe comme si les journalistes considéraient qu'être *okupa* c'est être porteur d'une idéologie en soi, alors que l'observation des faits sur le terrain démontre qu'il s'agit plutôt d'une *pratique* partagée par différents groupes sociaux, porteurs d'idéologies diverses, dans le but de promouvoir différentes luttes politiques (VVAA, 2003 : 88). De cette manière, le fait de squatter, qui n'est qu'un type d'action parmi d'autres au service d'objectifs politiques très divers, est présenté comme un but en soi.

La question de savoir si l'ensemble des actions et des groupes qui ont recours à la pratique du squat doit ou non être considéré comme constituant un mouvement social, au sens notamment où l'entendait Alain Touraine (1982), est un débat que nous ne pourrions pas développer dans cet article. Au lieu de privilégier l'analyse du sens de l'action, que Sawicki et Siméant (2009 : 6) identifient comme étant la principale préoccupation de l'école tourainienne, nous nous limiterons à indiquer quelques facteurs qui caractérisent les acteurs et leurs interactions. Lorsque nous l'utiliserons dans ce qui suit, le terme de « mouvement », plutôt que de se référer à un concept sociologique, sera emprunté au langage des acteurs, qui tendent à considérer que la vague d'actions d'occupation (celles, notamment, à visée politique), constitue un « mouvement social ».

En reprenant les diverses études académiques réalisées sur la représentation médiatique du « mouvement » des squats, nous revenons sur les événements de 2006 afin d'étudier le processus discursif de criminalisation des squats.

## Définition et histoire des squats barcelonais

### Définition des « squats »

De façon très générale, le squat peut être défini comme « l'action d'occupation illégale d'un local en vue de son habitation ou de son utilisation collective » (Péchu, 2010 : 8). Pour notre part, dans ce travail, nous nous intéresserons seulement à un type particulier de squatteurs, ceux qui s'installent dans une propriété abandonnée pour y construire un « Centre Social », où ils entendent développer leur militantisme au sein de divers mouvements qui, dans de nombreux cas, interagissent avec le squat. Dans ce dernier cas de figure, en Espagne ces lieux – les « squats » - tout comme leurs habitants, sont désignés par le terme de « *okupas* ».

En Espagne, les projets collectifs de squats politisés furent, dans une première phase, plus significatifs que les squats qui s'orientaient seulement ou principalement vers l'accès à un logement (Martinez, 2002 in Alcalde, 2004 : 232). Depuis 2002, et surtout depuis 2006,

cependant, cette tendance s'est affaiblie puis inversée (Mir ; França ; Macias ; Veciana , 2013 : 52). L'organisation des squats politisés se caractérise par le fait que le processus de décision repose sur des assemblées qui déterminent et dirigent la vie sociale, tout en préservant, jusqu'à un certain point, l'économie privée de chaque habitant (Adell, 2004 : 94). Les *okupas* sont généralement des personnes de classe moyenne ou de classe populaire qui disposent d'un capital culturel élevé (Martínez, 2002 : 7).

Les squats politisés comme ceux qui nous intéressent ici sont normalement des espaces ouverts. Les activités gratuites qui y sont offertes donnent régulièrement aux citoyens en général l'occasion de visiter le lieu et d'y participer. Ces activités sont un aspect essentiel de la vie sociale des squats (SQEK, 2009). Ces activités, souvent entendues par leurs promoteurs comme contre-culturelles, incluent des conférences et des cycles de formation autour de certaines thématiques, des concerts et des spectacles artistiques divers, des cours réguliers dans plusieurs domaines, des groupes d'entre-aide pour le logement, l'alimentation, la santé, etc. Ces activités permettent de créer une continuité entre l'espace urbain et l'espace communautaire des squats.

Ainsi, les nombreux squats qui ne comportent pas de projet politique ouvert et public, tout comme les multiples occupations éphémères d'espaces physiques par des groupes barcelonais ne sont pas considérés dans cet article.

## L'ECLOSION DES SQUATS A BARCELONE

S'il est vrai que quelques squats politisés existaient déjà depuis les années 80, les squats deviennent un mouvement doté d'une identité propre à partir de 1996. Entre 1980 et 1996, le principal mouvement critique était le mouvement antimilitariste (Martínez, 2007 : 226). En 1996, le Code Pénal espagnol fut modifié afin d'inclure comme délit l'occupation illégale de propriétés privées ainsi que l'insoumission au service militaire. Cette criminalisation amena les squatteurs à se mobiliser. A partir de cette date et pendant les années suivantes, le mouvement fut très médiatisé et débattu dans les sphères politiques institutionnelles. Il est à noter que malgré la criminalisation instaurée, le nombre de squats à visée politique a augmenté (Martínez, 2007 : 229-231).

A partir des années 2000, le mouvement anti-globalisation surgit en force. Ce mouvement agrège des luttes écologistes, le coopérativisme, l'antiracisme, le féminisme, la lutte contre la persécution des gays, entre autres. Les squatteurs participent à ce mouvement et leur identité devient moins conflictuelle au fur et à mesure que d'autres mouvements deviennent plus actifs (Barranco et González, 2007 : 268-274). Les nouvelles composantes vont-elles aussi avoir recours au squat en tant que modalité d'action, sans pour autant s'identifier exclusivement comme des *okupas*. L'identité *okupa* ne disparaît pas, mais elle devient plus diffuse à mesure que plusieurs squats se définissent comme étant plus proches des autres mouvements ci-dessus évoqués.

En 2006 la crise immobilière devenait évidente et le mouvement pour le droit au logement gagnait de l'ampleur et de la visibilité politique (Abellán et Janoschka, 2013 : 5), tandis qu'approchait l'échéance des élections municipales. La recherche d'articles sur les squatteurs réalisée à travers le portail *mynewsonline* a révélé que le seul moment où le débat médiatique sur les squats a atteint une ampleur comparable à celle qui survint en 2006, est l'année 1996,

qui marque la naissance du mouvement des squats. C'est aussi la période pendant laquelle les rapports entre le mouvement des squats et les autorités urbaines ont été les plus conflictuels (Debelle, 2010 : 149). En 2006, en revanche, c'est à l'intérieur même du mouvement des squats qu'un intense conflit interne oppose les secteurs favorables à la négociation avec les autorités à ceux qui tiennent à garder l'identité conflictuelle qui était la leur auparavant (Mir ; França ; Macias ; Veciana , 2013 : 55). Ce conflit (interne) qui n'est aucunement relayé par la presse, affaiblit la capacité de mobilisation du mouvement des squats. Ainsi, l'intérêt médiatique exceptionnel dont sont l'objet les squatteurs en 2006 ne peut donc pas être expliqué par des actions de ce mouvement politique lui-même.

En analysant les articles et les éditoriaux, nous cherchons à identifier les facteurs qui ont limité le débat sur le droit au logement et sur la précarité.

## Considérations méthodologiques

Nous présentons ici une analyse critique du discours qui tente de caractériser la représentation des squatteurs par les journalistes et les journaux. Nous avons choisi l'analyse critique du discours car cette méthode transdisciplinaire prête une attention soutenue à l'utilisation pragmatique du langage (Richardson, 2006 : 26). Notre réflexion sur les textes cherche à déceler les relations de pouvoir qui s'y cachent, ce qui fait de la dimension critique de l'analyse critique du discours la dimension principale de cette étude (van Dijk, 1996 dans Wodak et Meyer, 2001 : 1). Cette méthode nous permettra d'étudier notamment l'usage de figures rhétoriques de la part de différents acteurs, en centrant notre attention sur la signification en contexte (Soriano, 2007 : 192).

### **L'analyse critique du discours et les squats**

Nous nous sommes inspiré du travail de van Dijk dans son livre "Squatters in the news" (1988a : 255-294), et avons adopté sa méthodologie pour l'analyse d'articles de presse. Van Dijk étudie la manière dont les journalistes parlent des manifestations réalisées en réponse à l'expulsion de quelques squats hollandais entre 1980 et 1982. Cette étude se centre d'abord sur la structure thématique des articles étudiés, pour discuter ensuite la signification de différentes unités de texte. Il analyse, enfin, les conséquences sémantiques et rhétoriques qui résultent du choix de certains mots pour décrire les squatteurs et leurs actions. Nous empruntons donc à cette étude plusieurs instruments d'analyse.

Nous avons procédé à l'analyse de plusieurs éditoriaux, qui sont "l'ADN politique" des journaux (Giró, 1990 : 26; van Dijk, 1997 : 26). La méthodologie utilisée par Giró (1990) dans son travail sur le nationalisme dans la presse espagnole nous permet de compléter la méthodologie proposée par van Dijk. Pour chaque texte, nous commençons par présenter les « macro propositions » que le texte développe. Les « macro propositions » sont des phrases qui résument le sens global d'un texte, c'est-à-dire, qui exposent leur cohérence globale et le point de vue plus ou moins implicite qui est adopté. Ensuite, une analyse individuelle de

chaque paragraphe et de chaque phrase est faite. Chaque phrase est d'abord reformulée, pour être ensuite vidée de ses implications<sup>1</sup> et ses présuppositions<sup>2</sup>.

**Tableau 1 – Instrument de vidage des textes**

Paragraphe et Phrase	Thèmes	Implications	Présuppositions
[X.Y] [Phrase]	T	I	P

**Source:** Xavier Giró (1990)

## Présentation des journaux choisis pour l'étude

Nous avons choisi quatre quotidiens qui couvrent une bonne partie de la diversité idéologique existante au sein du système politique catalan. *El Periódico* est le journal traditionnel de la gauche catalane. *Avui* est un journal nationaliste catalan de centre-droit. *La Vanguardia* est le journal traditionnel de la droite catalane, et il est aussi un journal nationaliste catalan. Enfin, *El Punt* est un journal indépendantiste de gauche avec une forte présence régionale. Ce journal se limite surtout à l'information locale et publie plusieurs versions selon les municipalités catalanes. Ces quatre journaux étaient les plus lus en Catalogne au moment où nous situons l'étude (Huertas Bailén, 2009 : 4)<sup>3</sup>. A ce moment-là, le gouvernement autonome catalan était composé d'une coalition unissant deux partis de gauche (PSC et ERC) à un parti de droite (CiU), qui fut réélue aux élections anticipées du 1 novembre 2006.

Tous les éditoriaux analysés ont été publiés entre octobre et décembre 2006, sauf l'éditorial de *La Vanguardia* sur la question du logement, qui date de janvier 2007. Les articles sélectionnés en 2006 font référence à un cas concret, à savoir « El Forat de la Vergonya » et « La Makabra », qui ont reçu une attention considérable de la part des médias. Les éditoriaux font référence à trois thèmes: violence, expulsions, logement. Les éditoriaux traitent de la violence dans le cas de El Forat de la Vergonya, et des expulsions dans celui de La Makabra. Tous les articles et éditoriaux sont présentés dans les Annexes 1 et 2 (cf. après la conclusion).

---

1 Une implication existe quand une conclusion logique peut être obtenue en additionnant plusieurs éléments séparés d'une même phrase, des connaissances contextuelles ou bien encore des informations données auparavant dans le texte.

2 Une présupposition est aussi une implication sémantique: en termes formels une proposition  $q$  est présupposée par  $p$  si il est possible de concevoir que  $p$  peut exister au même titre que  $non-p$  (van Dijk: 1997: 273). Par exemple, si nous disons que ( $p$ ): "Le roi d'Espagne est tombé de sa chaise", nous présupposons que ( $q$ ) « le roi d'Espagne existe » est vraie, car nous pouvons aussi dire que ( $non-p$ ) "Le roi d'Espagne n'est pas tombé de sa chaise" sans que la phrase perde son sens.

3 En Septembre 2009, *El Periódico* avait 707.000 lecteurs, *La Vanguardia* 647.000, *El Punt* 143.000, et *Avui* 118.000.

## Justification des cas étudiés

Le cas du Forat de la Vergonya, peut être considéré comme l'exemple typique de la représentation médiatique des « mauvais squatteurs ». La place Pou de la Figuera a été rebaptisée par les habitants le “Forat de la Vergonya”<sup>4</sup> nom qui prétend évoquer l’abandon dont la place fut objet. Les habitants du voisinage récupérèrent et autogérèrent cette place pendant plus de 6 ans, non sans que plusieurs conflits les aient opposés à la Mairie (Catteneo, 2008 : 46). En octobre 2006, le maire a ordonné l’urbanisation du Forat, tout en promettant de prendre en compte les demandes des habitants. La manifestation organisée pour dénoncer le non-respect des accords négociés, le 5 octobre, finit devant le Centre d'Art Contemporain de Barcelone, le MACBA, où des affrontements entre manifestants et policiers ont eu lieu. Le lendemain, la Mairie attribua aux squatteurs la responsabilité des troubles de l'ordre public. Les journaux étudiés ont publié 34 articles, dont nous avons sélectionné 14.

Cet événement est donc intéressant pour pouvoir étudier d’une part l’association squatteurs/violence et d’autre part le fonctionnement du stéréotype des *okupas* dans la presse. Les médias tendent à privilégier les informations associées à de graves perturbations de l'ordre public. En général, les médias tendent à donner plus d'importance aux aspects des événements qui ont une valeur marchande (il s’agit de « vendre du papier »), et c'est le cas des situations impliquant des épisodes violents (Vidal, 2004 : 49). L’accent sera mis en priorité sur les épisodes violents, et les images seront sélectionnées de même, en laissant dans l’ombre les enjeux qui sont à l’origine de la manifestation ou de la marche revendicative dont ils prétendent rendre compte (Fairclough, 2009 : 331; van Dijk, 1988 : 261).

## Résultats de l'analyse

### Articles sur le Forat de la Vergonya

Les articles privilégient systématiquement certaines sources d'information par rapport à d'autres, tout en les interprétant de manière peu critique. Les sources principales des journalistes sont d’abord les policiers, puis la mairie, les acteurs du système judiciaire et les responsables politiques. Les associations d’habitants des quartiers où se déroulent les faits sont rarement sollicitées. Les journalistes ont peu recoupé l’information qu’ils ont transmise, et ne diversifient pas leurs sources (qui pourraient émettre des points de vue distincts et éventuellement contradictoires). L'analyse de la structure thématique des articles étudiés illustre l'asymétrie de pouvoir entre les acteurs sociaux et les institutions. L’existence de cette asymétrie n’est nullement une nouveauté, mais ce que l’on montre ici est la manière dont elle peut être amplifiée par les médias.

Si la vérification des faits n’est pas réalisée et que les journalistes n’ont d’autres sources d’information que le système judiciaire et la police pour produire leurs articles, leur base

---

4 Littéralement, le “Trou de la honte”.

empirique est sérieusement limitée et peut, dans un contexte conflictuel, être partielle. Les journalistes peuvent par ailleurs tendre à autocensurer leur interprétation des faits lorsqu'elle ne correspond pas aux versions institutionnelles (Rodríguez, 1999 : 205). En examinant les contraintes structurelles, il faut tenir compte du fait que les journalistes disposent d'un temps limité et travaillent souvent dans l'urgence, d'une part, de la dimension des textes qui leur sont demandés, d'autre part, et enfin par la ligne idéologique du journal (Philo, 2007 : 185). Ceci porte parfois les journalistes à construire l'information de telle manière que les prénotions du lecteur sur les squats sont confirmées par l'article qu'il lit (Barranco, González et Martí, 2003 : 15). Cela devient d'autant plus probable quand les seules sources utilisées sont les rapports des institutions (sans indication de provenance), qui reposent lourdement sur un sens commun qu'elles ont puissamment contribué à façonner (Asens, 2004 : 331; Barranco et al.).

Bien sûr, l'engagement et les connaissances des journalistes peuvent atténuer les conséquences négatives des pressions structurelles auxquelles les journalistes sont exposés (Philo, 2007 : 182). C'est le cas, notamment, lorsque se nouent des contacts informels entre les journalistes et les acteurs sur le terrain, situations qui sont des exemples d'engagement et qui rendent possible l'accès au discours des acteurs sociaux.

## Vision générale

Nous analyserons maintenant quelques exemples susceptibles d'illustrer la manière dont s'effectue la criminalisation à partir de quelques articles référents au cas du Forat. Le journal *El Punt* ne sera pas considéré, vu que ce journal refusa de criminaliser les squatteurs, se limitant à condamner les actions de personnes « violentes ». Bien que notre étude ne porte que sur les squatteurs et non pas sur la problématique de la « violence », il convient de dire qu'aucun journal ne cherche à comprendre ni les motifs ni les justifications données par les acteurs engagés dans ces actions « violentes ». *El Periódico* publie 14 articles en relation à la manifestation du Forat de la Vergonya, *La Vanguardia* en publie 10, *Avui* 7, et *El Punt* seulement 3. Ceci donne une première impression de l'importance que chaque journal a donnée à la violence.

## Attribution de responsabilité

### Avui

Le 6 octobre, le lendemain de la manifestation pour le Forat, le titre de l'article publié par le journal *Avui* affirmait que la manifestation avait été convoquée par des *okupas*. *Avui* rectifie cette information le jour suivant en précisant que l'organisation revenait aux associations d'habitants du quartier et publie un article intitulé « la Mairie accuse les *okupas* des confrontations du Raval »<sup>5</sup>. Les deux articles transmettent au fond le même message. Toutefois, le second cite le maire Carles Martí qui aurait déclaré que les manifestants violents font partie de groupes organisés liés au « mouvement des squats », sans accuser directement ce dernier. Ce même jour, *Avui* cite la police de manière indirecte, en affirmant que les

---

5 « Raval » est le nom du quartier où est située le MACBA.



policiers n'ont pas chargé les manifestants, ce qui est précisément la version de la police. *Avui* est le seul journal qui accepte cette version des faits.

### **El Periódico**

*El Periódico* est plus prudent qu'*Avui*. Le 6 octobre 2006, et affirme seulement que quelques manifestants violents suivaient une “esthétique *okupa*”. Au contraire, le jour suivant, le journal exagère les accusations de la Mairie en publiant un article titré ainsi : “La Mairie attribue les incidents du Forat à des *okupas* radicaux”. *El Periódico* est le seul journal qui ne reproduit pas la nuance du maire de la ville, M. Martí qui, comme nous l’avons vu, avait déclaré que ces groupes étaient seulement partiellement associés au mouvement des squats. Le jour suivant, le 7, ce journal publie deux articles sur deux pages entières. Le premier relaye le discours de la police catalane, les Mossos d'Esquadra, parlant des manifestants violents, tout en restant très vagues sur les relations que ceux-ci entretiendraient avec les squatteurs. Ils affirment aussi que les perturbations de l'ordre public ont eu lieu de manière très ponctuelle avant ces incidents, tout en insistant sur l'idée que 250 personnes violentes se “cachent” derrière le « mouvement *okupa* ». La rédaction du deuxième article est réalisée à partir du reportage réalisé sur place par un journaliste. Deux squatteurs sont interviewés et cités, expliquant qu'ils n'ont rien à voir avec les incidents.

### **La Vanguardia**

*La Vanguardia* est le seul journal qui publie en première page des photos spectaculaires de la manifestation, accompagnés du titre “Guérilla urbaine à Barcelone”. Plus bas, l'image 1 montre des photos de manifestants masqués avec des torches, un individu masqué qui lance un pétard au moyen d'un tube en plastique (comme dans l'article de *El Periódico*) ; une autre image montre le nettoyage de la peinture sur la façade du MACBA (comme le faisait l'article de *Avui*) ; enfin, une photo montre le centre social squatté Metges, vu à travers un grillage.

Image 1: Première page de *La Vanguardia* le 7 octobre 2006



Source: La Vanguardia

Le 6, aucune association n'est faite entre les manifestants violents et les squatteurs, malgré une intense criminalisation des manifestants en général. Le lendemain, *La Vanguardia* cite M. Martí de la même manière qu'*Avui*, c'est à dire, en signalant qu'il affirme que des groupes organisés sont en relation avec le « mouvement des squats », mais ne se confondent pas avec lui. Cependant, le sous-titre de la première page est le suivant: “La Mairie accuse des groupes organisés et les habitants [du quartier] de Santa Caterina répudient les *okupas*”. De cette manière, le journal confirme qu'il prend en compte la nuance de M. Martí, tout en suggérant que, selon les habitants, les *okupas* seraient coupables des troubles. Comme *Avui*, *La Vanguardia* écrit que la manifestation a été convoquée par des *okupas*, et non par les habitants.

## POSTURE EDITORIALE DES JOURNAUX ET LE CAS DE LA « MAKABRA »

L'analyse des matériaux nous a permis d'identifier la vision générale de chaque journal sur les questions de la légitimité de la loi et de son application. Aucun des journaux ne questionne le système légal en vigueur, tandis que *La Vanguardia* demande des lois plus dures envers les squatteurs. Dans le cas du Forat, tous les journaux sauf *El Punt* ont justifié les interventions policières au nom du besoin de contrôler les manifestants « violents ». Ceci n'a pas empêché *El Punt*, comme tous les autres journaux, de prendre position contre ces mêmes manifestants, qui sont décrits comme étant violents.

Dans un éditorial du 8 octobre, *El Periódico* caractérise ces manifestants comme formant des « groupes minoritaires de squatteurs radicaux », pour la plupart des étrangers européens « qui prétendent être des libertaires ». Le journal les oppose au mouvement des squats, dont 95 % des membres seraient des activistes pacifiques. Ce cas montre comment la division entre les « bons » et les « mauvais » squatteurs conduit à criminaliser les manifestations, qui sont pourtant à l'abri d'un droit spécifique. *La Vanguardia* (le 11 octobre) et *El Punt* (le 15) critiquent le fait que la conférence internationale sur la question du logement qui devait avoir lieu à Barcelone soit reportée, bien qu'ils le fassent de manière différente. *La Vanguardia* défend que des « groupes violents, des collectifs « okupa » et antisystème » sont des « groupes de délinquants » prêts à corriger créer des problèmes pendant la conférence. *El Punt*, en revanche, s'indigne du fait que l'action de « 200 fauteurs de troubles qui ont déjà été identifiés par la police » soit une raison suffisante pour reporter cette conférence. *Avui*, dans son éditorial du 15 octobre, soit 10 jours après la manifestation pour le Forat, accuse les « minorités très actives d'extrême gauche, anarchistes, okupas, indépendantistes, etc. » de provoquer chez les habitants un sentiment d'insécurité, tout en critiquant lui aussi le report de la conférence en invoquant des arguments nationalistes contre Madrid. De cette manière, les médias ont amplifié la criminalisation des actions menées au nom de ces idéologies politiques et des groupes marginaux, sensés censés être à l'origine des incidents violents et avoir mis en danger la population. Ironiquement, le squat – qui est considéré par ses promoteurs comme une alternative pratique au manque de logement – devient pour les auteurs de ces éditoriaux le responsable du report de la conférence sur le logement et par conséquent responsable des problèmes qui en ont résulté.

Pour présenter les résultats des éditoriaux, il est important de décrire brièvement le cas de « La Makabra ». Cet événement, qui débute le 3 décembre, nous permet d'étudier les éditoriaux en axant l'analyse critique du discours sur la question des expulsions et de leur légitimité. Il est important de le souligner, car les éditoriaux soumis à l'analyse portent sur un cas où les squatteurs ont fait d'importants efforts pour rendre leur action légitime aux yeux de la population. Ceci n'est pas ce qui se passe en général, ce qui implique que les éditoriaux que nous avons sélectionnés sont peu représentatifs. Cependant, c'est justement le caractère spectaculaire, pacifique et artistique du squat de Can Ricart qui a motivé la rédaction de ces éditoriaux et permet, par conséquent, une étude de ce type, alors que dans la plupart des cas l'expulsion d'un squat ne suscite pas la publication simultanée d'éditoriaux dans tous les journaux.

La Makabra, un « centre social », était devenu un des endroits les plus importants de la ville dans le domaine de la formation et de la pratique du cirque. Pendant 6 ans, l'endroit fut aménagé pour s'adapter aux besoins des artistes dont les activités artistiques contribuaient à la vie du centre. Peu après son expulsion vers la fin du mois de novembre 2006, le collectif décida de squatter un des édifices historiques de Can Ricart. Les associations du quartier et les habitants du voisinage critiquaient le plan de la mairie qui, selon eux, ne prenait pas en compte l'importance sociale et historique de ce lieu (Marrero, 2008 : 113; Miro i Acedo, 2008 : 90). En réponse à l'occupation des lieux par les squatteurs et les habitants du quartier, la police assiégea le bâtiment squatté, empêchant les occupants d'avoir accès à l'eau et de pourvoir à leurs besoins alimentaires. Le siège a été levé par la suite, et les squatteurs ont pu être rejoints par ceux qui se trouvaient dehors. Il est intéressant de noter que la conférence sur le logement, reportée à l'occasion de la manifestation du Forat, a été annulée définitivement le

4 décembre. Les squatteurs ont été expulsés le 13 décembre et ont organisé plusieurs activités, spectacles, manifestations artistiques, etc. pendant les 10 jours du squat de Can Ricart.

Dans le cas de La Makabra, *El Punt* est le seul à reconnaître le potentiel culturel du mouvement des squats dans l'éditorial du 5 décembre. Ainsi, ce journal défend que des espaces culturels devraient être proposés aux squatteurs, tout en critiquant la Mairie, que le journal accuse d'avoir ignoré La Makabra quand celle-ci avait annoncé publiquement qu'elle allait squatter Can Ricart. *Avui* met brièvement en question les bonnes intentions des squatteurs le 4 octobre. Le 6, il publie finalement un deuxième éditorial qui désavoue le mouvement des squats en l'accusant d'abuser de la tolérance et la patience de la société catalane. *Avui* et *El Punt* n'excluent cependant pas la possibilité de la négociation avec les squatteurs. De son côté, *La Vanguardia* considère que le mouvement des squats est de nature égoïste et tend au vandalisme. Dans le cas de La Makabra, où les squatteurs étaient pacifiques mais conduisaient une action très conflictuelle à l'égard des institutions, *La Vanguardia* se limita dans l'éditorial publié le 8 décembre à critiquer le style de vie déviant et bohème des artistes de cirque. Le 6, pour *El Periódico*, les squatteurs constituent bien un mouvement social, mais le journal rappelle que la propriété privée doit être protégée. Son éditorial du 14 décembre reconnaît que les squatteurs sont parfois légitimes lorsqu'ils revendiquent le droit constitutionnel au logement, mais ils ne le sont pas quand ils réclament des biens « non-basiques ». Ainsi, nous constatons que la production et l'utilisation du stéréotype qui marquent le mouvement des squats se retrouvent dans la plupart des journaux catalans étudiés, ce qui renforce les conclusions quantitatives de E.T.C. Dee au sujet des journaux anglais. Ici aussi, certains journaux ont recréé la dualité entre les squatteurs qui peuvent être tolérés et ceux qui doivent être punis.

### Tableau résumé

Les tableaux 1 et 2, que nous présentons par la suite, synthétisent les résultats obtenus au long de l'analyse :

**Tableau 1 : Résumé des résultats de l'analyse - Forat de la Vergonya**

	<b>EL PERIÓDICO</b>	<b>LA VANGUARDIA</b>	<b>AVUI</b>	<b>EL PUNT</b>
<b>Violence de part des squatteurs</b>	95% des squatteurs sont pacifiques, contre 5% violents	Groupes okupa organisés et dangereux	Groupes okupa ont causé des problèmes	200 fauteurs de trouble déjà identifiés par la police
<b>Légalité du squat</b>	Les lois sont correctes	Les lois doivent être durcies	Les lois sont correctes	La Mairie ne fait pas ce qu'il faut, les lois doivent être souples

**Tableau 2 : Résumé des résultats de l'analyse - La Makabra à Can Ricart**

	<b>EL PERIÓDICO</b>	<b>LA VANGUARDIA</b>	<b>AVUI</b>	<b>EL PUNT</b>
<b>Action pacifique de part des squatteurs</b>	Pas de négociation avec les squatteurs	Pas de négociation avec les squatteurs	Négociateur peut se justifier	La Mairie doit négocier
<b>Négociation avec les squatteurs</b>	Squatteurs qui réclament leur droit constitutionnel au logement, contre ceux qui réclament des biens non-basiques	Zonards-fêteurs s'emparent d'une usine abandonnée	Squatteurs abusent de la confiance et de la patience de la société catalane	La Makabra doit être re-logée, leur travail est une richesse pour la société

## Conclusion

De façon globale, on note dans les éditoriaux étudiés l'absence (ignorance ou omission) systématique d'informations qui auraient été cruciales pour permettre une compréhension plus objective des enjeux de chaque conflit, en intégrant la multiplicité des points de vue. D'un autre côté, les explications données dans les articles sur les événements et les actions connus sous la désignation générale de « mouvement des squats » en 2006 ont été insuffisantes et ont abouti à stigmatiser les mouvements sociaux. La diversité des composantes (des groupes, des idéologies, des modalités d'action) de ce qui a été désigné comme « le mouvement des squats » et sa compréhension, exigent une prise de distance critique, distance qui est par ailleurs un devoir déontologique fondamental du journalisme.

Comme nous l'avons montré, l'attention médiatique exceptionnelle donnée aux squatteurs est injustifiable quand on prend en compte les dimensions historiques et sociologiques de ce mouvement social. Cette attention médiatique inhabituelle semble être motivée par le conflit créé par le mouvement pour le droit au logement et par les élections qui approchaient. Quand les squatteurs ont été accusés d'être des fauteurs de trouble et quand ils ont conduit une action spectaculaire, les journaux ont créé des dualités qui reposent sur un jugement moral, qui distingue le « bien » du « mal ». De cette manière, ils définissaient leur point de vue sur la question du squat, et délimitaient les formes d'action acceptables pour contrer les problèmes d'accès au logement. Ce débat lancé par les politiciens a été amplifié par *El Periódico*, *La Vanguardia* et *Avui*, qui ont ainsi renforcé la criminalisation des squats opérée par certains politiciens.

Par contre, l'étude de *El Punt* nous a permis d'identifier quelques bonnes pratiques journalistiques et éditoriales envers les squats. Ce journal a évité d'associer le mouvement des squats à la violence et a défendu le potentiel culturel de ce même mouvement. Par ailleurs,

dans l'article sur La Makabra publié le 3 décembre par *El Punt*, le journaliste affirme s'être trouvé sur place le jour où les manifestants ont squatté Can Ricart. Ce même journaliste affirme aussi que, ce soir-là, deux journalistes de *La Vanguardia* ont réussi à déjouer le siège de la police et à rejoindre le groupe de squatteurs à l'intérieur de Can Ricart. Tout d'abord, ceci révèle que le journalisme régional de qualité de *El Punt* repose sur un contact direct avec la réalité locale. D'un autre côté, ceci implique que *La Vanguardia* disposait de la capacité technique et humaine pour proposer une version plus complexe et plus riche des événements, que celle qu'elle a donnée en fin de compte.

Le cordon policier qui assiégeait Can Ricart devient ainsi une métaphore de l'engagement journalistique. Certains journalistes ont accès à « l'intérieur » des phénomènes qu'ils décrivent, alors que d'autres se trouvent à « l'extérieur » et n'accèdent pas aux discours des acteurs sociaux. Toutefois, les risques pris par les journalistes de *La Vanguardia* pour s'introduire dans l'usine assiégée nous rappellent aussi que la ligne éditoriale peut parfois empêcher les journalistes de rendre compte de la complexité de la réalité dont ils sont témoins, et de retransmettre librement les discours des acteurs sociaux auxquels ils ont accès.

## ANNEXE 1

### ÉDITORIAUX SUR LES SQUATTEURS

Numéro Total d'éditoriaux				
Journal	El Periódico	La Vanguardia	Avui	El Punt
N° d'éditoriaux	4	5	3	4

### CHRONOLOGIE DES ÉDITORIAUX SUR LES SQUATS

CHRONOLOGIE DES ÉDITORIAUX SUR LES SQUATS				
ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS	EL PERIÓDICO	LA VANGUARDIA	AVUI	EL PUNT
2006				
05.10.2006 Manifestation MACBA		07.10.06		
	08.10.06			
10.10.2006 Suspension conférence logement		11.10.06		11.10.06
				12.10.06
			15.10.06	
20.11.2006 Expulsion La Makabra				22.11.06
02.12.06 La Makabra squatte Can Ricart				
04.12.06 Annulation conférence logement			04.12.06	
				05.12.06
	06.12.06		06.12.06	
		08.12.06		
13.12.2006 Expulsion Can Ricart				
	14.12.06			
2007				
23.01.2006 Mayo parle des squatteurs		24.01.07		
		26.01.07		
29.01.2007 Hereu parle des squatteurs	31.01.07			

Légende : Gris foncé, éditoriaux analysés ; Gris clair, éditoriaux non-analysés. Chaque bloc gris est une éditorial qui parle des squats et des squatteurs. Vu que les éditoriaux sont très dispersés dans le temps, nous avons ajouté la date de publication de chacun d'entre eux.

## ANNEXE 2

### ARTICLES EL FORAT DE LA VERGONYA

Numéro Total d'Articles = 34				
Journal	El Periódico	La Vanguardia	Avui	El Punt
Nº d'articles	14	10	7	3

### CHRONOLOGIE MANIFESTATION FORAT DE LA VERGONYA

CHRONOLOGIE MANIFESTATION FORAT DE LA VERGONYA				
EVENEMENTS IMPORTANTS	EL PERIÓDICO	LA VANGUARDIA	AVU	EL PUNT
2006				
05.10.2006 Manif Forat				
06.10.2006				
07.10.2006 La mairie accuse les squatteurs		Première page + 2 articles		
08.10.2006	2 articles	2 articles		
09.10.2006	2 articles			
10.10.2006	2 articles			
11.10.2006 Suspension de la conférence sur le logement	Première page + 2 articles	Première page + 2 articles		
12.10.2006			2 articles	
13.10.2006				
15.10.2006				

Légende : Gris foncé, articles analysés ; Gris clair, articles non-analysés. Chaque bloc gris est une article qui parle du Forat de la Vergonya.

### BIBLIOGRAPHIE

Abellán, J.; Janoschka, M. (2013). Dos años de movimiento por la vivienda en madrid (2011-2013): desobediencia, luchas y rupturas en el contexto de la crisis urbana. Communication présentée au *XI Congreso de la Federación Española de Sociología*, 12 Juillet 2013.

Adell, R. (2004). Mani-fiesta-acción: La contestación okupa en la calle (Madrid 1985-2002). Dans Adell, R. et Martínez, M., (dir.) *Dónde están las llaves?* . Madrid: Catarata.

Aguilera, T. (2010). « Réguler et policer les squats à Paris. Politiques publiques et construction de l'ordre », *Working papers du Programme Villes et Territoires*, 2010-8, Paris, Sciences Po



Alcalde, J. (2004). La batalla de los medios. Dans Adell, R. et Martínez, M., (dir.) *Dónde están las llaves?* . Madrid: Catarata.

Asens, J. (2004). La represión al “movimiento de las okupaciones”: del aparato policial a los mass media. Dans Adell, R. et Martínez, M., (dir.) *Dónde están las llaves?* . Madrid: Catarata.

Barranco, O., González, R. et Martí, M. (2003). Premsa, política i moviment per l'okupació. *IV Catalan Congress of Sociology* (2003).

Barranco, O. et González, R. (2007). Construyendo alternativas frente a la globalización neoliberal, resistencias juveniles en Catalunya. *Revista de estudios de juventud*, n76, 2007, 267-285.

Bouillon, F., Le squatter, le policier, le juge et le préfet : procédures en actes et classements ad hoc , *Déviance et société*, 2010, vol.34, n°2, pp175-188.

Cattaneo, C. (2008). *The ecological economics of urban squatters in Barcelona*. Thèse de doctorat, Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra.

Coûtant, I. (2001). Statu quo autour d'un squat. Dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 136-137, mars 2001. Nouvelles formes d'encadrement. pp. 27-37.

Debelle, G. (2010): *Anàlisi Crítica del Discurs de textos periodístics de la premsa comarcal catalana sobre l'okupació*. Thèse de maîtrise, Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra.

ETC Dee (2013). Moving towards criminalization and then what?. Dans SQUEK (2013). *Squatting in Europe: Radical Spaces, Urban Struggles*. Brooklyn: Autonomedia.

Fairclough, N. (2009). Language and globalization. Dans *Semiotica*, 317-342.

Feixa, C. (2004). *Culturas juveniles en España (1960-2004)*. Madrid: Instituto Juventud.

Giró, X. (1990). *Anàlisi Crítica del Discurs sobre nacionalisme i identitat als editorials de la premsa diària publicada a catalunya des de la transició fins al govern del PP (1977-1996)*. Thèse de doctorat, Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra

Huertas Bailén, A. (2009). *La mesura d'audiència a Catalunya, amb l'entrada a escena del Baròmetre de la Comunicació i la Cultura*. Institut de la Comunicació, Autonomous University of Barcelona.

Marrero, I. (2008). *La fábrica del conflicto. Terciarización, lucha social y patrimonio en Can Ricart, Barcelona*. Thèse de doctorat, Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra

Martínez, M. (2002). *Okupaciones de viviendas y centros sociales*. Barcelona: Virus.

Martínez, M. (2007). El Movimiento de Okupaciones: Contracultura urbana y dinámicas Alter-Globalización. Dans *Revista de estudios de juventud*, n76, 2007.

Mir, J., França, J., Macià, C., Veciana : (2013). Fundamentos de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca: activismo, asesoramiento colectivo y desobediencia civil no violenta. Dans *Educación social. Revista de intervención socioeducativa*, 55 : 52-61.

Miro i Acedo, I. (2008). Dibujando nuevas, rápidas figuras. Dans *La red en la ciudad*. (Dir. Ibarra : et Grau, E.). Barcelona: Icaria.

Pechu, C. (2010). *Les squats*. Paris, Presses de Sciences Po.

Philo, G. (2007). Can discourse analysis successfully explain the content of media and journalist practice. Dans *Journalism studies*, Vol. 8, No 2.

Richardson, J. (2006). *Analysing Newspapers: an approach from critical discourse analysis*. Sheffield: Palgrave Macmillan.

Rodríguez, J. (1999). Els moviments socials a través dels mitjans de comunicació. Dans Ass. d'Okupes de Terrassa, (1999). *Okupació, repressió i moviments socials*. Barcelona: Diatriba.

Sawicki, F., Siméant, J., (2009). Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail*, Paris.

Soriano, J. (2007). *L'Ofici del comunicòleg: mètodes per investigar la comunicació*. Vic: Eumo.

SQEK (2009). *The SQEK: Squatting Europe Research Agenda v0.9*, November 2009.

Touraine, A. (1982). *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*. Les Éditions Ouvrières, Paris.

Van Dijk, T. (1988). *News analysis: case study of international and national news in the press*. New Jersey: Lawrence Erlbaum associates.

Van Dijk, T. (1997). *Racismo y análisis crítico de los medios*. Barcelona: Paidós.

Vidal, D. (2004). Gèneres del discurs i innovació en el periodisme. Dans *Quaderns de filologia. Estudis de comunicació*, Vol. II, 31-60.

VV AA (2003). *Joventut, okupació i polítiques públiques a Catalunya*. Coordinated by Gomà, R. Barcelona: Secretaria General de Joventut.

Wodak, R., Meyer, M. (2001). *Methods of Critical Discourse Analysis*. Londres, SAGE Publications.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.